



Le Premier ministre canadien Justin Trudeau [ALBERTO PEZZALI/POOL/AFP VIA GETTY IMAGES]

La plus grande dissimulation de l'histoire du Canada

La corruption traîtresse du gouvernement Trudeau est en train d'être exposée.

- Abraham Blondeau
- [05/07/2022](#)

Jamais un gouvernement canadien n'a menti aussi effrontément aux Canadiens. Presque toutes les affirmations du Premier ministre Justin Trudeau au sujet du Convoi de la liberté et la raison pour laquelle il devait invoquer la Loi sur les mesures d'urgence ont été contredites par des preuves directes. Lorsque les centaines de camionneurs et les milliers de Canadiens du convoi de la liberté sont descendus à Ottawa, il s'agissait d'un rejet sans précédent des mandats de vaccination et des restrictions de voyage du gouvernement Trudeau. Après deux ans d'ordonnances d'urgence en matière de santé publique qui violaient les libertés civiles, les Canadiens exigeaient que l'abus de l'autorité fédérale et provinciale prenne fin. Cela a déclenché des manifestations similaires dans le monde entier.

Pourtant, Trudeau, le gouvernement et les médias ont fustigé le convoi de la liberté comme une menace à la sécurité nationale, une « insurrection » à l'image du 6 janvier qui menaçait d'avoir recours à la violence pour renverser le gouvernement. Ce discours n'a cessé de s'amplifier pendant les trois semaines de la manifestation, alors même que les rues d'Ottawa étaient remplies d'enfants jouant dans des jeux de châteaux gonflables, des jeux de hockey de rue et de camionneurs qui construisaient des cuisines de fortune pour les sans-abris. Au lieu d'engager le dialogue avec les manifestants, Trudeau a invoqué la Loi sur les urgences, jamais utilisée auparavant, qui lui conférait des pouvoirs de temps de guerre, et déclarait une « urgence d'ordre public ». Ce qui a suivi était une violation dévastatrice des libertés civiles : des centaines de comptes bancaires ont été gelés ; la police a violemment arrêté les manifestants, les frappant dans les rues, piétinant même certains avec des chevaux. Ce recours dramatique à la force était fondé sur des dizaines de menaces vérifiées de violence et d'extrémisme idéologique. Pourtant, maintenant, toutes ces affirmations sont exposées comme des mensonges. Le plus grand scandale de l'histoire du Canada est lentement dévoilé, mais il s'accompagne de la plus grande dissimulation de l'histoire du Canada.

Cela devrait éveiller tout Canadien au programme dangereux du gouvernement de gauche radicale de Trudeau. Cependant, il s'agit également d'un avertissement pour les autres nations anglophones sur les dangers de la gauche radicale. Le Canada a cessé d'être une démocratie pendant neuf jours alors que la Loi sur les mesures d'urgence était en vigueur. Ce scénario est l'objectif de la gauche radicale. Les mensonges éhontés, les faux récits, la dissimulation de la vérité et l'axiome qui dit de ne jamais rater l'opportunité présentée par une crise, voilà comment fonctionne la gauche radicale, et ce *modus operandi* est exposé à grande échelle. Plus ils perdent leur emprise sur le pouvoir, plus ils prennent des mesures extrêmes.

Plus important encore, ces événements prouvent l'accomplissement des prophéties bibliques contre lesquelles laTrompette a mis en garde depuis des années. Cette conspiration canadienne et cette dissimulation illustrent que toutes les routes empruntées par la gauche radicale mènent finalement à un seul individu : Barack Obama. C'est la dimension manquante que seule la prophétie biblique peut expliquer.

La Loi sur les mesures d'urgence stipule qu'une fois la loi révoquée ou les pouvoirs expirés, le gouvernement est tenu de lancer une enquête indépendante sur l'utilisation de la loi par le gouvernement. Le gouvernement Trudeau a annoncé le 25 avril que le juge Paul Rouleau dirigerait la « Commission indépendante d'urgence de l'ordre public » qui dispose de 360 jours pour terminer son rapport. Cependant, le mandat de l'enquête révèle qu'elle est conçue pour cibler les manifestants, et non pour enquêter sur l'utilisation de la loi par le gouvernement. Le mandat est décrit ci-dessous :

- « l'évolution et les objectifs » des manifestations, les organisateurs et les participants ;
- le rôle joué par le financement national et étranger, y compris le *crowdsourcing* ;
- l'utilisation des médias sociaux et l'impact des sources de désinformation et de désinformation ;
- l'impact économique et international des blocus ; et
- les « efforts de la police et des autres intervenants » avant et après la déclaration d'une situation d'urgence.

Aucun de ces domaines d'enquête ne vise l'invocation de la loi par le gouvernement Trudeau, ce qui est pourtant le but de l'enquête : s'assurer que le gouvernement a agi correctement et légalement. « Les libéraux ont tenu compte du conseil séculaire selon lequel les gouvernements ne devraient jamais mettre en place des enquêtes publiques à moins de savoir à l'avance quelles en seront les conclusions », écrit John Ivison au *National Post*. « La question de savoir si l'utilisation sans précédent de la Loi sur les mesures d'urgence par le gouvernement Trudeau a atteint le seuil légal—à savoir qu'il y avait une menace à la souveraineté et à la sécurité du Canada qui ne pouvait être traitée en vertu des lois existantes—n'est pas mentionnée dans le conseil dirigeant l'enquête. »

Cette enquête est une commission politique visant à cibler et à attaquer ceux qui contestent le gouvernement Trudeau. Pire encore, Paul Rouleau a travaillé pour le parti libéral en tant que conseiller au bureau du Premier ministre dans les années 1980, et il est un donateur du parti libéral. Comment l'enquête peut-elle être « indépendante » et équilibrée avec un conflit d'intérêt aussi évident ?

Le comité de la Chambre des communes établi pour enquêter sur la loi a révélé que chaque demande faite par le gouvernement Trudeau d'invoquer la Loi sur les mesures d'urgence était un mensonge. Le gouvernement a cité des articles de la CBC pour justifier ses actions, et même après que la CBC a rétracté ces articles, le gouvernement continue de s'appuyer sur eux comme preuve que l'invocation de la Loi sur les mesures d'urgence était nécessaire. Le financement étranger, les signalisations d'acteurs étrangers, les tentatives d'incendie criminel, le vol de nourriture des sans-abris, la profanation du Monument commémoratif de guerre du Canada, et de nombreuses autres « menaces » se sont toutes avérées fausses. L'une des principales menaces était l'énorme coût au commerce à cause des blocus à la frontière. Pourtant, selon Statistique Canada, le commerce avec les États-Unis a en fait augmenté pendant les manifestations. Il a même été révélé que les forces spéciales canadiennes ont survolé Ottawa à plusieurs reprises pendant la manifestation dans un avion d'espionnage et de communication électronique. Holly Doan, qui travaille pour *Blacklock's Reporter*, a dressé une liste de certains de ces cas (d'autres ont été révélés depuis).

L'un des principaux arguments de Trudeau était que la Loi sur les urgences était nécessaire parce que les forces de l'ordre avaient demandé plus de pouvoirs dans le but d'évacuer les manifestants. Le 22 avril, à la Chambre des communes, le ministre de la Sécurité publique, Marco Mendicino, a déclaré : « Ce n'est qu'après avoir reçu l'avis des forces de l'ordre que nous avons invoqué la Loi sur les mesures d'urgence. » Lors d'un témoignage devant le comité, la commissaire de la Gendarmerie Royale du Canada GRC, Brenda Lucki, a déclaré que la GRC n'avait pas appelé pour l'invocation de la Loi sur les urgences, et que la police avait déjà une stratégie pour évacuer les manifestants la semaine qui précédait le 14 février, la date sur laquelle la loi a été invoquée. Le chef de police intérimaire d'Ottawa, Steve Bell, a également révélé que la police d'Ottawa n'avait pas demandé l'application de la Loi sur les mesures d'urgence. Mme Lucki a également déclaré que tous les barrages frontaliers, y compris ceux de Coultis, en Alberta, et du pont Ambassadeur à Windsor, en Ontario, ont été délogés sans recourir aux pouvoirs d'urgence. Toutes les personnes qui ont été accusées et verbalisées lors de la manifestation l'ont été en vertu du code criminel, et non de la Loi sur les mesures d'urgence.

Selon Lucki, le principal effet de la loi sur l'état d'urgence sur la situation a été d'effrayer les gens pour qu'ils quittent la manifestation, car ils ne voulaient pas que leurs comptes bancaires soient gelés. Il a été révélé depuis que le gouvernement n'a jamais pris la peine de vérifier si les bons comptes bancaires étaient gelés, et a fait confiance aux banques pour agir correctement. D'autre part, contrairement à ce que le gouvernement a affirmé, les banques ont gelé tous les noms figurant sur la liste que la GRC leur a fournie. En fait, les banques n'ont reçu aucune instruction ou directive écrite sur la procédure à suivre pour appliquer ces mesures extraordinaires, ce qui a entraîné une grande confusion et une ruée sur les banques.

Quelques jours après avoir laissé entendre que la loi resterait nécessaire pendant des mois à venir, Trudeau a annoncé précipitamment, et en plein cœur d'un débat au Sénat, qu'elle allait être révoquée. Mais même cela s'agissait d'une représentation malhonnête des faits. En réalité, il y avait un mouvement au Sénat qui était sur le point de révoquer légalement la Loi sur les urgences, ce qui aurait été très embarrassant pour Trudeau.

A senator appointed by PM Trudeau has said there was a movement underway – including Liberals – to bring an end to the Trudeau government's implementation of the Emergencies Act in February, and that the government was aware of that movement on the day it pulled the plug. pic.twitter.com/DYK4XGtN2

— True North (@TrueNorthCentre) [April 21, 2022](#)

Ce témoignage de la GRC contredit directement le récit du gouvernement Trudeau. Cela soulève donc la question essentielle : si toutes les raisons énumérées sont des mensonges, alors pourquoi le gouvernement Trudeau a-t-il invoqué la Loi sur les mesures d'urgence ?

C'est un secret. Le gouvernement Trudeau insiste sur le fait qu'il existe des preuves que le seuil légal a été atteint, mais refuse de divulguer ces informations en raison de la confidentialité du cabinet. Ces documents sont essentiels, car toutes les mesures prises l'ont été au niveau du cabinet. Il est assez intéressant de noter que la loi que Justin Trudeau utilise pour occulter les preuves a été créée par son père, Pierre Trudeau. « La symétrie entre les deux époques Trudeau ne s'arrête pas à l'abus des libertés civiles pendant une crise, réelle (dans le cas de Pierre) ou perçue (dans le cas de Justin) », écrit Christine Van Geyn au *C2C Journal*. « Il y a aussi une sombre symétrie dans la clandestinité dont le gouvernement actuel fait preuve, dans le but d'empêcher la supervision de son invocation illégale de la *Loi sur les situations d'urgence* » Le gouvernement de Pierre Trudeau était en train d'adopter le projet de loi C-43, qui visait à rendre le gouvernement plus transparent, lorsqu'un certain nombre de documents du cabinet ont fait l'objet de fuites concernant l'utilisation abusive des pouvoirs policiers de la GRC. Alors que la commission McDonald était chargée d'enquêter sur la façon dont le gouvernement avait géré la situation, Pierre Trudeau a fait adopter plusieurs amendements au projet de loi C-43 qui accordaient « une immunité quasi absolue aux documents confidentiels du Cabinet, couvrant toutes les formes possibles de documents et de communications du Cabinet. La loi prévenait même des garanties contre la possibilité que les tribunaux contraignent le gouvernement à produire des documents du Cabinet. Cette loi est maintenant l'article 39 de la *Loi sur la preuve au Canada* et c'est sur elle que Justin Trudeau s'appuie pour cacher sa trahison.

Le gouvernement Trudeau insiste également sur le fait qu'il a reçu des conseils juridiques avant d'invoquer la loi. Encore une fois, ils refusent de révéler la source de ce conseil juridique. Cependant, nous sommes au courant de certains conseils reçus par le gouvernement qui ont probablement fait pencher la balance en faveur de l'utilisation de la Loi sur les urgences.

Le 11 février, trois jours avant que la Loi sur les mesures d'urgence ne soit invoquée, le Premier ministre Trudeau s'est entretenu au téléphone avec le président américain Joe Biden au sujet des manifestations. Au cours de la conversation téléphonique, Biden a exhorté Trudeau à utiliser les pouvoirs fédéraux pour mettre fin aux manifestations, et a même offert l'aide du gouvernement américain pour contribuer à cet effort. Le ministère américain de la Sécurité intérieure et des Transports a commencé à faire pression sur le gouvernement canadien pour qu'il utilise lui aussi la force pour réprimer les manifestations. L'attachée de presse Jen Psaki a déclaré que les deux nations étaient en contact étroit dans la semaine précédant l'invocation de la loi. Trudeau a déclaré que « tout est sur la table » et qu'il y avait une réelle crainte de violence. Dans une tragique ironie, la seule ingérence étrangère a été celle du président Biden, et la seule violence a été commise par la police contre les manifestants. Il est assez clair que le gouvernement Trudeau a choisi d'agir après avoir parlé avec Joe Biden.

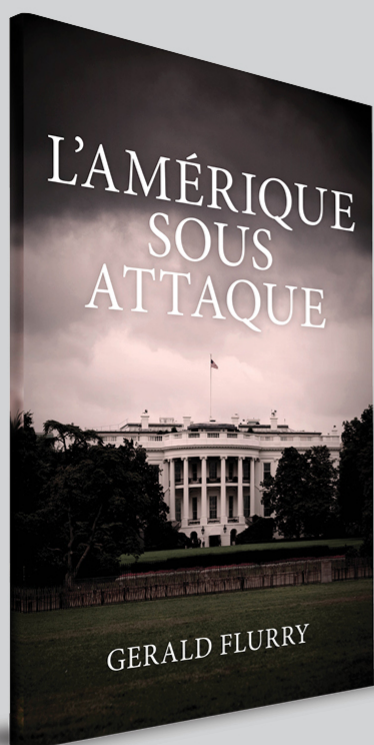
Est-ce là l'avis juridique, le conseil, que le gouvernement Trudeau veut dissimuler ? C'est incroyablement troublant. Cependant, c'est ce lien dans les événements qui aide à expliquer pourquoi ce scandale se produit, et comment tout cela est lié à la prophétie biblique. Vous ne pouvez pas vraiment comprendre ce qui se passe au Canada sans cette dimension manquante.

La *Trompette* a révélé que Joe Biden est le faux président. L'homme qui occupe la Maison Blanche, exerçant l'autorité de la fonction la plus puissante du monde, n'est pas le véritable décideur. Le vrai faux président est Barack Obama. C'est Obama qui tire les ficelles et guide l'administration Biden. Vous pouvez en savoir plus sur cette vérité surprenante dans l'article de Stephen Flurry, rédacteur en chef de la *Trompette*, intitulé « *The Real Fake President* » [Le vrai faux président].

Obama et Trudeau ont des liens très profonds, et le programme de Trudeau suit le dessein de la gauche radicale, dont Obama se sert pour changer fondamentalement l'Amérique. Trudeau est en train de changer fondamentalement le Canada, et il se rapproche dangereusement de l'établissement d'une dictature communiste de facto. L'émission du 17 février de la *Trumpet Daily* expose comment Obama était derrière la campagne de pression sur Trudeau pour qu'il invoque la Loi sur les urgences. Lorsqu'on voit ces événements à travers la lentille de la prophétie biblique, cela explique parfaitement ce qui se passe.

Le rédacteur en chef de la *Trompette*, M. Gerald Flurry, a expliqué et averti, dans la brochure cruciale [L'Amérique sous attaque](#), que Barack Obama est un type d'Antiochus Epiphane du temps de la fin, qui utilise les mensonges, la tromperie et le radicalisme pour détruire l'Amérique et les autres peuples anglophones. Tous les mensonges flagrants, la corruption et la trahison aux États-Unis et au Canada ont été opérés dans « l'esprit d'Antiochus ». C'est pourquoi des individus au pouvoir peuvent essayer activement de détruire les fondations de nos nations, puis dire un mensonge éhonté et s'attendre à ce que les gens le croient. C'est pourquoi toutes les politiques et tactiques diaboliques sont utilisées pour couvrir les actions de trahison du gouvernement. Pour comprendre les motivations et les actions de Justin Trudeau, il faut comprendre l'esprit d'Antiochus. Le lien entre Obama et le scandale de la Loi sur les urgences révèle cette dimension manquante, qui est nécessaire pour comprendre ces événements inquiétants.

Vous ne trouverez nulle part cette compréhension, sauf à la *Trompette*. Tous ces événements physiques ont une cause spirituelle, et c'est la vérité vitale dont vous avez urgemment besoin dans votre vie. Pour en savoir plus sur cet âge de l'adoration de la volonté et l'esprit d'Antiochus, veuillez lire notre brochure [L'Amérique sous attaque](#).



**Téléchargez, ou
commandez votre
copie gratuite de**

**L'Amérique
sous attaque**

maintenant en cliquant